



Lundi 26 septembre 2022

Derrière les femmes, l'Iran s'est embrasé

Le 16 septembre dernier, une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, mourait sous les coups de la police des mœurs en Iran. Son crime était d'avoir porté son voile « de manière inappropriée ». Des Iraniennes – dont les images ont fait le tour de la planète – sont aussitôt descendues dans la rue pour enlever et brûler leur voile, symbole de leur oppression et dont le port a été imposé depuis 1983 par un régime islamiste réactionnaire et misogyne. « Femme, vie, liberté », leur slogan et leur combat font écho à d'autres luttes de femmes pour leur émancipation, en particulier pour le droit à l'avortement. D'où les manifestations de soutien dans le monde. Et la lutte des femmes en Iran a sonné le début d'une mobilisation du pays tout entier contre le régime des ayatollahs et des mollahs.

Dès le lendemain de la mort de Mahsa Amini, tous les commerces ont été fermés au Kurdistan, sa région natale. La mobilisation a pris instantanément un tour politique : des Iraniens et Iraniennes ont exigé la chute de la république islamique : « Mort à la dictature ! » En quelques jours, les rues de 100 villes du pays ont été envahies, et tous les symboles de l'oppression et du régime ont été ciblés : portraits du guide suprême Khamenei, panneaux de propagande, banques, commissariats, préfectures, beaucoup sont partis en fumée. C'est que ce meurtre est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase des oppressions sexistes mais plus largement de la paupérisation et de l'exploitation de classe.

Le pays traverse une période d'inflation bien plus violente qu'en Occident en raison des sanctions économiques que les États-Unis et l'Europe imposent au pays. Ce qui n'empêche que les réactionnaires religieux au pouvoir gouvernent au profit d'une bourgeoisie avide de profits et ennemie farouche des classes populaires. Les salaires des ouvriers comme des ingénieurs ne sont pas toujours payés. L'inflation atteint les 60 %.

Après plusieurs jours de révolte, la détermination contre le régime et sa police est toujours là, surtout dans la jeunesse. L'État voudrait faire taire la contestation par tous les moyens : coupures d'Internet, simulacres de manifestations pro-régime mais surtout accentuation de la répression. La police tire sur les manifestants et on compterait plus de cinquante morts.



Mais la mobilisation continue et prend un tour politique : « À bas l'opresseur, qu'il soit mollah ou shah », entend-on partout (le shah étant le tyran, ami des Occidentaux, qui a été déboulonné en 1979, et remplacé par le régime des ayatollahs). Des démocrates bourgeois attendent leur tour, la situation politique est ouverte et elle est explosive. Le pays a une tradition de grèves et compte des

militants déterminés malgré la dure répression. Il est question de grève générale.

Une situation scrutée de près par les dirigeants impérialistes de la planète, car elle présente bien des points communs avec d'autres pays frappés par l'inflation, qui pourraient eux aussi s'enflammer. Une crainte pour eux et un espoir pour nous.

400 euros pour tous

Jusqu'à la fin du mois de septembre, les heures supplémentaires sont payées double, et si ça a mis du beurre dans les épinards, ça ne nous fait pas oublier les salaires insuffisants.

Quand le Ségur augmente les divisions

La réglementation du Ségur ne s'adresse qu'aux titulaires. Ces derniers sont donc rémunérés sur les nouvelles grilles. Quant aux contractuels, ils continuent à être payés sur les anciennes.

Pénurie de serveur (suite)

D'après la direction, le centre du réseau informatique devrait être changé... d'ici mars prochain. Espérons que rapidité sera synonyme d'efficacité.

Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2023 : moins de cacahuètes

Fin d'une partie des « aides » Covid. Comme les années précédentes une « hausse » autour des 4 % pourra difficilement financer les dépenses courantes. C'est sans compter l'inflation qui grimpe et qui rognera encore ce budget en baisse.

Intérimaires et pourtant cibles permanentes

Les intérimaires, déjà qualifiés de « mercenaires » par l'ancien directeur de l'AP-HP Martin Hirsch au début de l'été sont aujourd'hui accusés par le ministre de la Santé de « déstabiliser les équipes » et de plomber les comptes des hôpitaux. Le gouvernement prévoit de « réguler l'intérim » par une mesure, introduite dans le cadre du budget de la Sécurité sociale pour 2023, visant les jeunes soignants qui devront d'abord exercer en salarié ou en libéral avant de pouvoir travailler comme intérimaire à l'hôpital.

Au lieu de s'attaquer aux conditions de travail et de rémunération de la fonction publique hospitalière qui n'attirent plus personne et poussent les infirmières et aides-soignantes en sortie d'école à opter pour ce statut (particulièrement enviable lorsqu'on cherche un logement par exemple), le gouvernement les désigne comme boucs émissaires des maux provoqués par leur politique.

Le soi-disant déficit

Quels que soient les « déficits » agités, c'est bidon. D'abord la santé n'a pas à être rentable – les dépenses sont légitimes ! Et ensuite, le gouvernement réduit en permanence les recettes de la Sécurité sociale en allégeant les charges des patrons. Il sait où trouver l'argent, il n'a qu'à le reprendre dans les caisses du patronat... pas dans nos poches !

21 000 lits supprimés en cinq ans

Malgré une épidémie mondiale, Macron a fait deux fois mieux que François Hollande qui n'en avait supprimé que 10 000. Par ailleurs 1) les lits ne sont pas fermés pour manque de collègues mais du pratique « ambulatoire » 2) même le nombre de lits de soins critiques a baissé en 2021...

Remplir les urgences

Afin de soulager la médecine de ville et de désenclaver les services d'urgences, le gouvernement a la bonne idée d'annoncer vouloir la fin des remboursements complets des téléconsultations.

Petit Véran, petit oubli

À l'occasion de la sortie de son livre qui raconte l'épidémie, l'ancien ministre, Véran, s'est écrié : « Comment Didier Raoult a-t-il pu avoir une audience aussi forte ? Comment a-t-il pu être autant invité dans les médias ? »

Une indignation légitime qui passe cependant sous silence le fait que Macron s'était lui-même rendu à Marseille pour rencontrer le sulfureux « professeur » en le qualifiant de « grand scientifique ».

Assurance-chômage, une attaque contre nous tous

Alors que le recul du chômage nous permet de revendiquer avec plus de chances de succès des hausses de salaires et de meilleures conditions de travail, Macron veut instaurer une nouvelle réforme de l'assurance-chômage pour baisser la durée et les montants d'indemnisation s'il y a des offres d'emploi non pourvues. La logique est claire : forcer à accepter n'importe quel boulot sous peine de perdre les allocations... et donc niveler nos salaires vers le bas.

Russie : des femmes du Daghestan tentent de bloquer le départ d'appelés

Au moins 120 personnes ont été arrêtées lors de manifestations à Makhatchkala, la capitale du Daghestan, une république caucasienne de la fédération de Russie, après que Poutine a annoncé une mobilisation militaire partielle. Les femmes se trouvaient souvent en tête de ces manifestations qui s'insurgeaient contre l'envoi de leurs fils ou de leur mari en Ukraine. On les voit sur une vidéo demander aux policiers : « Pourquoi prenez-vous nos enfants ? Qui a attaqué qui ? C'est la Russie qui a attaqué l'Ukraine » et scander des slogans tels : « Pas de guerre ! », « Nos enfants ne doivent pas servir d'engrais ! » Elles ont ensuite érigé une barricade pour empêcher les véhicules de police d'emmener les appelés avant d'être finalement dispersées à coups de matraque et de gaz lacrymogène.

